

# MONDE CHINOIS

A photograph of a man in a red hard hat and high-visibility vest carrying large green bundles in a traditional Chinese street. The background shows old wooden buildings and a modern skyscraper.

Tourisme et patrimoine  
UN MARIAGE DIFFICILE

## La question nucléaire nord-coréenne, un problème épineux pour Pékin



Panmunjeom, dans la zone démilitarisée séparant les deux Corées, 2009. © Benoît Hardy-Chartrand.

Depuis la fin de la Guerre froide, le programme nucléaire militaire de la République populaire démocratique de Corée constitue l'un des enjeux de sécurité les plus pressants en Asie du Nord-Est. La première crise nucléaire, qui a eu lieu en 1993-1994, poussa l'administration Clinton à mettre en marche des préparatifs en vue de frappes militaires, avant que la confrontation ne soit évitée *in extremis* par la visite à Pyongyang de l'ancien président américain Jimmy Carter et par la signature subséquente d'un accord à Genève.

Les accords de la Korean Energy Development Organisation (KEDO), auxquels se joignirent, en plus des États-Unis et de la Corée du Nord, la Corée du Sud, le Japon, la Russie et la Chine, marquèrent la fin de cette crise, qui coïncida de peu avec la mort de Kim Il-Song et l'arrivée au pouvoir de son fils Kim Jong-Il.

Plus récemment, la Corée du Nord créa une onde de choc au sein de la communauté internationale en revendiquant sa place dans le « club nucléaire » avec deux essais nucléaires, en octobre 2006 puis

en mai 2009. Suite au deuxième essai, elle annula tous les accords précédemment signés avec les États-Unis et la Corée du Sud, y compris l'armistice qui avait mis un terme à la sanglante guerre de Corée en 1953. Aujourd'hui, la nature imprévisible et opaque du régime nord-coréen ne fait que contribuer à la volatilité de cette situation. Si, dans les derniers mois, la tension a quelque peu diminué dans la foulée de l'ouverture démontrée par Pyongyang quant à une éventuelle reprise des négociations sur la dénucléarisation, les possibilités de perturbations et de conflits n'ont jamais été aussi grandes depuis la crise nucléaire du début des années 1990.

La péninsule coréenne est aujourd'hui l'une des principales préoccupations géostratégiques et géoéconomiques de la politique étrangère chinoise<sup>1</sup>. Avec la Corée du Sud, la Chine est le pays qui a le plus à perdre en cas d'instabilité ou de confrontation sur la péninsule. Si le régime de Kim Jong-Il s'effondrait ou provoquait un conflit militaire de grande ampleur, Pékin craint d'en subir le contrecoup plus que quiconque, notamment par des perturbations économiques majeures affectant principalement ses trois provinces du Nord-Est, ainsi que par l'arrivée massive de millions de réfugiés nord-coréens qui déferleraient dans son territoire, entraînant avec eux les conséquences fâcheuses en termes de stabilité sociale et économique que cela suppose. Cherchant à éviter un tel scénario, la Chine joue depuis 2003 un rôle central dans le processus de dénucléarisation : elle accueille les pourparlers à six (Chine, États-Unis, Japon, Russie et les deux Corées) ; elle sert de médiateur incontournable entre les différentes parties ; et profitant de son statut de seul allié de Pyongyang, elle tente enfin d'influencer le régime de Kim Jong-Il afin de le guider vers une voie plus conciliante. C'est d'ailleurs ce qui fait le caractère singulier de la position chinoise dans le processus de dénucléarisation de la Corée du Nord, Pékin étant le seul pays capable d'exercer une influence qui ne soit pas directement perçue par Pyongyang comme trop contraignante.

## **La politique de Pékin vis-à-vis de la Corée du Nord : éviter tout débordement**

L'étude du rôle de la Chine dans le processus de dénucléarisation de la péninsule soulève un certain nombre d'interrogations. D'abord, en quoi consiste exactement la politique chinoise envers la Corée du Nord et comment celle-ci est-elle mise en œuvre ? Plus important encore, quelles sont les conséquences de sa politique sur le processus de dénucléarisation, et plus généralement, sur les chances de réunification de la Corée ? Et enfin, la politique de la Chine atteint-elle les objectifs fixés par Pékin ou nuit-elle à la stabilité régionale et aux efforts de dénucléarisation ?

Les principaux objectifs de Pékin à l'égard de la péninsule coréenne sont officiellement la paix, la stabilité et la dénucléarisation. Or, selon la plupart des experts, la Corée du Nord constitue depuis quelques années une véritable « épine dans le pied de la Chine »<sup>2</sup>, et les gestes posés par Pyongyang risquent de faire dérailler de plusieurs manières les plans de Pékin en matière de croissance économique nationale et de stabilité régionale<sup>3</sup>. En conséquence, la politique chinoise envers son indiscipliné voisin est lourdement influencée par son désir de mettre un frein à ses provocations tout en essayant d'éviter à tout prix l'effondrement du régime. L'aide en énergie et l'aide alimentaire fournies à Pyongyang illustrent clairement la volonté de Pékin de calmer le jeu et de limiter les risques d'instabilité. En effet, les cargaisons de carburant et de nourriture représentent, selon les différentes sources, entre 79 % et 90 % des importations nord-coréennes de pétrole et entre 33 % et 45 % de son approvisionnement en nourriture<sup>4</sup>. La dépendance est ainsi très forte. De plus, la Chine, avec l'appui de la Corée du Sud et, dans une moindre mesure, celui de la Russie, milite avec véhémence pour que les États-Unis et le Japon fassent preuve de retenue dans leur réponse aux provocations de Pyongyang. Cependant, depuis l'essai nucléaire d'octobre 2006, Pékin n'hésite plus à exprimer ouvertement sa



Foule au stade Kim Il Sung de Pyongyang, lors d'un match de football, 2009. © Benoît Hardy-Chartrand.

frustration devant le comportement de son allié traditionnel, envoyant du même coup des signaux à la communauté internationale. Manifestant une volte-face dans sa politique, la Chine a même voté ces dernières années en faveur des résolutions 1695, 1718 et 1874 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui ont imposé diverses sanctions au régime de Kim Jong-Il. Officiellement, il est difficile dans un tel contexte de continuer de parler du « soutien » de la Chine à la Corée du Nord.

La position de la Chine envers son voisin demeure toutefois quelque peu ambiguë puisqu'elle doit maintenir un équilibre très précaire entre deux options diamétralement opposées : d'une part, celle de continuer à soutenir Pyongyang afin de maintenir la stabilité dans la région, et d'autre part, celle de s'aligner sur la communauté internationale

afin de se conformer à son image autoproclamée de « puissance responsable » et jouant un rôle constructif dans la région. Si Pékin penchait trop d'un côté au détriment de l'autre, les conséquences pourraient être fâcheuses. Dans le premier cas, elle ternirait sa réputation internationale, alors que dans l'autre, elle s'exposerait davantage aux gestes dangereux d'une Corée du Nord encore plus isolée, avec notamment des risques de conflit ou de crise humanitaire majeure. Deux scénarios dont Pékin ferait volontiers l'économie.

### **L'aide de la Chine à la Corée du Nord et ses conséquences**

Tel que nous l'avons mentionné plus haut, la Chine a été un acteur de premier plan dans



Jeunes filles à Pyongyang, effectuant leur service militaire, 2009. © Benoît Hardy-Chartrand.

Le processus de dénucléarisation au cours des dernières années, jouant tout à la fois les rôles d'hôte, d'arbitre, d'organisateur et de facilitateur des pourparlers entre les six pays. Les dirigeants chinois ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils n'accepteraient pas que la Corée du Nord conserve son arsenal nucléaire. Cependant, en fournissant une aide constante à Pyongyang, Pékin contribue directement, et malgré elle, à la persistance du comportement nord-coréen. En effet, cette aide quasi-inconditionnelle, conséquence immédiate de la politique de Pékin, a comme effet probable d'enhardir encore davantage le régime nord-coréen.

Il est important de noter que Pékin a déjà tenté d'utiliser l'influence que lui procure cette relation donneur-receveur pour restreindre les agissements de Pyongyang. Ainsi, en 2003, la Chine a interrompu durant trois jours son approvisionnement en pétrole<sup>5</sup>, ce que plusieurs analystes ont perçu comme une décision visant à exercer une plus grande pression sur Pyongyang. Néanmoins, rien ne démontre que Pékin a fait subir à son voisin des représailles ou des pressions si fortes qu'elles pourraient l'amener à changer sa trajectoire. Les dirigeants nord-coréens, Kim Jong-Il en tête, savent pertinemment que Pékin craint

plus que tout la déstabilisation de la péninsule et qu'elle fera donc tout – ou presque – pour assurer la survie du régime et empêcher une intervention militaire des États-Unis ou d'autres pays. En conséquence, le *leadership* nord-coréen considère qu'il peut se permettre de continuer à jouer à fond la carte nucléaire, car les bénéfices qui en découlent en matière de sécurité et de dissuasion compensent largement l'isolement et les sanctions qu'il doit subir. Le fait qu'il persiste à agir avec une telle défiance, malgré les avertissements répétés de Pékin, démontre non seulement que celle-ci n'a qu'une influence limitée sur Pyongyang, mais également que la politique chinoise a échoué, puisque les changements escomptés n'ont pas eu lieu. D'une certaine manière, la Corée du Nord joue avec la Chine comme elle le fait avec les autres pays des pourparlers à six, les États-Unis en tête.

### Les options et obligations de Pékin

Dans de telles circonstances, quelles sont les options de la Chine ? Force est d'admettre qu'elle se retrouve dans une position passablement inconfortable. Si elle décide, d'une part, d'abandonner son allié traditionnel et de mettre



Pause détente dans une gare de campagne, 2009. © Benoît Hardy-Chartrand.

un frein à l'aide qu'elle lui verse – tel que le prône un nombre croissant d'experts chinois – le régime de Kim Jong-Il se sentirait encore plus isolé : il pourrait alors être poussé à prendre des risques accrus et à compter davantage sur son programme nucléaire pour assurer sa survie. Ainsi, si elle poursuit dans la même voie et persiste à fournir une aide quasi-inconditionnelle tout en exerçant une pression très limitée sur Pyongyang, la Chine devra continuer à composer avec une Corée du Nord potentiellement déstabilisante et accepter l'impasse du processus de dénucléarisation.

Nous avançons ici que la Chine devrait – et peut – exercer plus de pressions sur son allié récalcitrant. En démontrant clairement à Pyongyang, par des actions concrètes, qu'elle mettra un terme à son appui à la Corée du Nord si celle-ci persiste à suivre la dangereuse voie de la nucléarisation, Pékin exercerait une plus grande influence. Au premier geste potentiellement déstabilisant et non provoqué de la part de Pyongyang – tirs de missiles, escarmouche dans la zone démilitarisée ou en mer, non-respect flagrant d'ententes ou des clauses qui y sont liées, chantage nucléaire – Pékin pourrait interrompre son approvisionnement durant une période relativement longue, allant ainsi au-delà des habituelles réprobations officielles.

La Chine pourrait également prendre des mesures temporaires pour contribuer à la mise en œuvre des sanctions du Conseil de sécurité, plutôt que de se limiter à les approuver, comme elle l'a fait lors des plus récentes résolutions. Pour Pékin, le défi est de bien jauger la réduction de l'aide ou le changement de nature de cette aide, sans risquer de déstabiliser un régime qui repose déjà sur des bases fragiles. Il faut se rendre à l'évidence : plus on permet au programme nucléaire militaire de la Corée du Nord d'exister, plus il sera difficile d'inverser la tendance. Par conséquent, ajuster sa politique et asseoir les conditions qui favoriseront son développement et sa prospérité sont, pour la Chine, une question d'intérêt national.

1. Samuel S. Kim, "The Making of China's Korea Policy in the Era of Reform", in David M. Lampton (dir.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, Stanford University Press, Stanford, 2001, p. 371.

2. Hui Zhang, "Ending North Korea's Nuclear Ambitions", *Arms Control Today*, Vol. 39, n°6, juillet-août 2009, p. 22.

3. Gregory J. Moore, "How North Korea Threatens China's Interests : Understanding Chinese 'Duplicity' on the North Korean Nuclear Issue", *International Relations of the Asia-Pacific*, Vol. 8, 2008, p. 4.

4. Robert G. Sutter, *China's Rise in Asia : Promises and Perils*, Rowman & Littlefield Publishers, Lanham, 2005, p. 161.

5. Julia Joo-A Lee, "To Fuel or Not to Fuel : China's Energy Assistance to North Korea", *Asian Security*, vol. 5, n° 1, 2009, pp. 64-65.

# MONDE CHINOIS



Revue trimestrielle  
144 pages | 185x 255 mm  
20 euros TTC

Achat en ligne sur [www.choiseul-editions.com](http://www.choiseul-editions.com)  
(paiement sécurisé)

## N°22 | Tourisme et patrimoine, un mariage difficile

Architecture, artisanat traditionnel, folklore et modes de vie... La culture chinoise, plurimillénaire, recèle d'innombrables trésors qui séduisent les touristes par millions. Le patrimoine chinois, au-delà de son immense valeur historique, est une manne économique de premier plan pour le pays. Et le gouvernement chinois ne l'ignore pas. Toutefois l'État chinois délègue à ses collectivités locales la charge de l'aménagement du territoire et du patrimoine, ce qui provoque d'importantes disparités et une politique désordonnée vis-à-vis l'héritage chinois.

D'un côté, les politiques de modernisation des années 80-90 ont eu tendance à dégrader voire à détruire des quartiers ou lieux historiques pour des impératifs de développement des infrastructures, extensions/rénovations urbaines. De l'autre, les politiques de mise en valeur ou de restauration sont mises en oeuvre de façon à « plaire au touriste » - étranger, mais aussi chinois depuis dix ans -, souvent artificiellement et au détriment de la population locale. Ce phénomène produit de grossières falsifications, aussi bien architecturales qu'artisanales et a des conséquences sociales néfastes : mercantilisme, explosion du prix de l'immobilier, effritement de la cohésion sociale...

Ce numéro de *Monde chinois* livre une analyse économique, sociale et politique complète des enjeux patrimoniaux et touristiques en Chine.

## >> DERNIERS DOSSIERS



## MONDE CHINOIS N°21

### « MINORITÉS, CETTE CHINE QU'ON NE SAURAIT VOIR »

La Chine est un État multiethnique qui reconnaît constitutionnellement l'existence de 55 « minorités ethniques ». Parmi les 56 ethnies de Chine, les Han représentent 92 % de la population. Entre préservation de la diversité et assimilation forcée, les autorités chinoises mènent des programmes de politiques publiques forts : discrimination positive, accès à l'éducation, construction d'infrastructures...



## MONDE CHINOIS N°20

### CHINE-EUROPE, FUIS-MOI JE TE SUIS

La Chine et l'Europe : deux géants économiques, piliers des relations internationales aux cultures politiques radicalement différentes. Les partenariats noués entre l'UE et la Chine sont à la mesure des deux colosses. Les deux se toisent et s'admirent, échangent et s'opposent. Examen d'une relation bien particulière sur le plan international.

# MONDE CHINOIS

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

M, Mme, Mlle Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Société/Institution \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Adresse électronique \_\_\_\_\_

	France	Autres pays
1 an (4 numéros)	85 €	95 €
2 ans (8 numéros)	160 €	180 €

Je souscris un abonnement pour

1 an

2 ans

Je souhaite commander un numéro à l'unité :

n° 22

n° 21

x 20 € le numéro

n° 20

n° 19

et frais de port :

À partir du numéro \_\_\_\_\_

France : 2,10 €

Reste du monde : 4, 50 €

Date \_\_\_\_\_

Signature/Cachet

Paiement par virement bancaire vers

Crédit du Nord

59, boulevard Haussmann

75361 Paris, cedex 08

Banque : 30076 - Agence : 02019

Compte : 57336700202 - clé RIB : 03

IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 203

swift (BIC) : NORDFRPP

précisez

« frais bancaires à la charge du donneur d'ordre »

ou

Paiement par chèque à l'ordre de

**CHOISEUL ÉDITIONS**

Choiseul Éditions

28 rue Étienne Marcel, 75002 Paris, France

Tel +33 1 53 34 09 93

Attention,

les chèques étrangers doivent être en euros,  
compensables en France.

